

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/30001]

25 DECEMBRE 2016. — Loi instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° les lois sur la navigation :

— la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

— la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation;

— la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses Annexes, faits à Londres le 20 octobre 1972;

— la loi du 8 juillet 1976 relative à la licence d'exploitation des bâtiments de navigation intérieure et au financement de l'Institut pour le transport par batellerie;

— la loi du 20 août 1981 portant approbation de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, et des Annexes, faites à Genève le 2 décembre 1972;

— la loi du 12 juillet 1983 sur le jaugeage des navires;

— la loi du 25 janvier 1984 protégeant la marine marchande belge;

— la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires;

— la loi du 21 mai 1991 relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume;

— la loi du 6 avril 1995 relative à la prévention de la pollution par les navires;

— la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique;

— la loi du 22 avril 1999 concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord;

— la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime;

— la loi du 20 janvier 2011 portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'État fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention;

— la loi du 30 janvier 2012 réglant des matières visées à l'article 78 de la Constitution en matière d'assurance des propriétaires de navires pour les créances maritimes;

— la loi du 30 janvier 2012 réglant des matières visées à l'article 78 de la Constitution en matière de responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident;

— la loi du 19 décembre 2012 portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution;

— la loi du 4 avril 2014 relative à la protection du patrimoine culturel subaquatique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/30001]

25 DECEMBER 2016. — Wet tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 1. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° de scheepvaartwetten:

— wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg;

— wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen;

— wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd Reglement en zijn Bijlagen, opgemaakt te Londen op 20 oktober 1972;

— wet van 8 juli 1976 betreffende de vergunning voor de exploitatie van binnenvaartuigen en betreffende de financiering van het Instituut voor het transport langs de binnenwateren;

— wet van 20 augustus 1981 houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers, en van de Bijlagen, opgemaakt te Genève op 2 december 1972;

— wet van 12 juli 1983 op de scheepsmeting;

— wet van 25 januari 1984 tot bescherming van de Belgische koopvaardij;

— wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen;

— wet van 21 mei 1991 betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevelen van de scheepvaartwegen van het Rijk;

— wet van 6 april 1995 betreffende de voorkoming van verontreiniging door schepen;

— wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

— wet van 22 april 1999 betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee;

— wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging;

— wet van 20 januari 2011 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag;

— wet van 30 januari 2012 tot regeling van aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet inzake verzekering van scheepseigenaren tegen maritieme vorderingen;

— wet van 30 januari 2012 tot regeling van aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet inzake de aansprakelijkheid van vervoerders van passagiers over zee bij ongevallen;

— wet van 19 december 2012 houdende uitvoering van verscheidene Internationale Verdragen inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor verontreiniging door schepen, met betrekking tot aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet;

— wet van 4 april 2014 betreffende bescherming van het cultureel erfgoed onder water;

— la loi du 13 juin 2014 d'exécution et de contrôle de l'application de la Convention du travail maritime 2006 (I);

— la loi du 19 juin 2016 portant exécution du Règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le Règlement (CE) n° 1013/2006 et la Directive 2009/16/CE.

2° l'autorité compétente: l'autorité désignée conformément à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — *L'amende administrative pour faits passibles de poursuites pénales*

Art. 3. § 1^{er}. Dans les conditions fixées par la présente loi, et pour autant que les faits soient passibles de poursuites pénales, une amende administrative peut être infligée pour les infractions aux lois sur la navigation et à leurs arrêtés d'exécution qui relèvent des compétences fédérales.

L'amende administrative est appliquée nonobstant d'autres sanctions disciplinaires.

§ 2. Le Roi est compétent pour la désignation, le fonctionnement et la composition de l'autorité compétente pour infliger des amendes administratives conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le Roi peut désigner les membres de l'autorité compétente comme officiers de police judiciaire.

Les membres de l'autorité compétente ne peuvent traiter les infractions qu'ils ont eux-mêmes constatées.

Art. 4. La police de la navigation, le Carrefour d'information maritime, toute autorité, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, prend connaissance d'une infraction aux lois sur la navigation ou à leurs arrêtés d'exécution en informe l'autorité compétente dans un délai de 14 jours.

Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction aux lois sur la navigation ou à leurs arrêtés d'exécution est transmis à l'autorité compétente.

Art. 5. § 1^{er}. Le ministère public dispose d'un délai d'un mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour informer l'autorité compétente par écrit ou par voie électronique:

1° qu'une information ou une instruction judiciaire a été ouverte, ou;

2° que des poursuites ont été entamées, ou;

3° qu'il a été fait application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, ou;

4° que le dossier a été classé sans suite pour des motifs liés aux éléments constitutifs de l'infraction, ou;

5° que le dossier a été classé sans suite pour des motifs qui ne sont pas liés aux éléments constitutifs de l'infraction.

Lorsque le ministère public transmet l'information visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° ou 4° à l'autorité compétente, l'action administrative visée dans la présente loi s'éteint

§ 2. Après que le ministère public a transmis l'information visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, ou, en l'absence de cette information, après le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'autorité compétente décide de procéder aux poursuites administratives ou au classement sans suite.

Si l'autorité compétente ne procède pas aux poursuites administratives, elle indique le motif des décisions de classement sans suite.

Si l'autorité compétente procède aux poursuites administratives, elle convoque l'intéressé par envoi recommandé au plus tard un an à compter du jour où le fait a été commis. L'envoi recommandé contient au moins les informations suivantes:

1° les faits pour lesquels la procédure d'amende administrative a été entamée;

2° les jours et heures auxquels l'intéressé a le droit de consulter son dossier;

3° le fait qu'il a le droit de se faire assister d'un conseil;

4° le fait qu'il dispose d'un délai de trente jours à compter du premier jour ouvrable suivant la convocation pour envoyer à l'autorité compétente un envoi recommandé contenant ses moyens de défense et, le cas échéant, la demande d'être entendu.

— wet van 13 juni 2014 tot uitvoering en controle van de toepassing van het Verdrag betreffende maritieme arbeid 2006 (I);

— wet van 19 juni 2016 tot uitvoering van Verordening (EU) nr. 1257/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 inzake scheepsrecycling, en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1013/2006 en van Richtlijn 2009/16/EG.

2° de bevoegde autoriteit: de overeenkomstig artikel 3, § 2, eerste lid, aangewezen autoriteit.

HOOFDSTUK 2. — *De administratieve geldboete voor feiten die strafrechtelijk kunnen worden vervolgd*

Art. 3. § 1. Onder de bij deze wet bepaalde voorwaarden kan, voor zover de feiten strafrechtelijk kunnen worden vervolgd, een administratieve geldboete worden opgelegd voor inbreuken op de scheepvaartwetten en hun uitvoeringsbesluiten die onder de federale bevoegdheid vallen.

De administratieve geldboete wordt toegepast ongeacht andere disciplinaire sancties.

§ 2. De Koning is bevoegd voor de aanwijzing, de werking en de samenstelling van de autoriteit bevoegd voor het opleggen van administratieve geldboetes overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid.

De Koning kan de leden van de bevoegde autoriteit aanwijzen als officier van de gerechtelijke politie.

De leden van de bevoegde autoriteit kunnen geen inbreuken behandelen die ze zelf hebben vastgesteld.

Art. 4. De scheepvaartpolitie, het Maritiem Informatiekruispunt, elke overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een inbreuk op de scheepvaartwetten of hun uitvoeringsbesluiten stelt de bevoegde autoriteit, binnen een termijn van 14 dagen, daarvan in kennis.

Een exemplaar van het proces-verbaal waarin de inbreuk op de scheepvaartwetten of hun uitvoeringsbesluiten is vastgesteld, wordt aan de bevoegde autoriteit toegezonden.

Art. 5. § 1. Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van één maand, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om de bevoegde autoriteit schriftelijk of elektronisch in te lichten:

1° dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart, of;

2° dat vervolging werd ingesteld, of;

3° dat er toepassing is gemaakt van de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van Strafvordering, of;

4° dat het dossier geseponneerd werd om redenen die verband houden met de constitutieve bestanddelen van de inbreuk, of;

5° dat het dossier geseponneerd werd om redenen die geen verband houden met de constitutieve bestanddelen van de inbreuk.

Wanneer het openbaar ministerie de inlichting bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3° of 4° verzendt aan de bevoegde autoriteit, vervalt de administratieve vordering bedoeld in deze wet.

§ 2. Nadat het openbaar ministerie de inlichting, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 5°, heeft overgezonden of, bij ontstentenis van deze inlichting, na de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, beslist de bevoegde autoriteit om over te gaan tot administratieve vervolging of seponering.

Indien de bevoegde autoriteit niet overgaat tot administratieve vervolging geeft ze de reden van de beslissingen van seponering aan.

Indien de bevoegde autoriteit overgaat tot administratieve vervolging roept de bevoegde autoriteit de betrokkene op bij aangetekende zending, uiterlijk één jaar te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd. De aangetekende zending bevat ten minste volgende inlichtingen:

1° de feiten waarvoor de procedure van administratieve geldboete is opgestart;

2° de dagen en uren waarop de betrokkene het recht heeft om zijn dossier te consulteren;

3° het feit dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan door een raadsman;

4° het feit dat hij het recht heeft om binnen dertig dagen te rekenen van de eerste werkdag na de oproeping, naar de bevoegde autoriteit een aangetekende zending te sturen met zijn verweermiddelen, en met, in voorkomend geval, het verzoek te worden gehoord.

§ 3. Lorsque l'autorité compétente est saisie d'une demande conformément au paragraphe 2, 4°, elle dispose de 45 jours, à dater de la réception de cette demande, pour notifier à l'intéressé, par envoi recommandé, la date de l'audition.

Ces délais sont prescrits à peine de nullité de l'ensemble de la procédure d'amende administrative.

L'intéressé peut, par envoi recommandé adressé à l'autorité compétente, solliciter une seule fois le report de son audition en indiquant le motif du report. L'autorité compétente fixe dans ce cas, par envoi recommandé, une nouvelle date.

Art. 6. § 1^{er}. Après le délai de trente jours visé à l'article 5, § 2, 4°, et, le cas échéant, après l'audition de l'intéressé, l'autorité compétente prend une décision concernant les faits pour lesquels la procédure d'amende administrative a été entamée. L'autorité compétente notifie cette décision à l'intéressé par envoi recommandé.

La décision d'infliger une amende administrative est motivée et indique, à peine de nullité, le montant de l'amende administrative ainsi que la possibilité de recours.

§ 2. Dans la même décision que celle où elle inflige une amende administrative, l'autorité compétente peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende. Le Roi détermine les modalités du sursis à l'exécution.

§ 3. La décision a force exécutoire à l'échéance d'un délai d'un mois à compter du jour de sa notification.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende administrative met fin à l'action de l'autorité compétente.

Art. 7. Les montants minimal et maximal de l'amende administrative correspondent respectivement aux montants minimal et maximal, majorés des centimes additionnels, de l'amende pénale prévue par les lois sur la navigation qui sanctionne le même fait. Pour la fixation du montant de l'amende administrative, l'autorité compétente tient compte de la gravité des faits et de l'éventuelle récidive.

En cas de récidive dans l'année qui suit une décision d'infliger une amende administrative, les montants peuvent être doublés.

En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés sans qu'ils puissent excéder le double du montant maximal de l'amende la plus élevée.

Si des circonstances atténuantes ont été retenues dans la décision d'infliger une amende administrative, le montant de l'amende administrative peut être diminué en dessous de son minimum, sans qu'elle puisse être inférieure à vingt-six euros.

CHAPITRE 3. — *L'amende administrative pour infractions dépenalisées*

Art. 8. Dans les conditions fixées par la présente loi, une amende administrative peut être infligée par l'autorité compétente pour les infractions reprises dans l'annexe.

Les montants fixés par infraction sont repris dans l'annexe.

Art. 9. La police de la navigation, le Carrefour d'information maritime, toute autorité, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, prend connaissance d'infractions visées à l'article 8 en informe l'autorité compétente dans un délai de 14 jours.

Art. 10. § 1. Si l'autorité compétente ne procède pas aux poursuites administratives, elle indique le motif des décisions de classement sans suite.

Si l'autorité compétente procède aux poursuites administratives, elle convoque l'intéressé par envoi recommandé au plus tard un an à compter du jour où le fait a été commis. L'envoi recommandé contient au moins les informations suivantes

1° les faits pour lesquels la procédure d'amende administrative a été entamée;

2° les jours et heures auxquels l'intéressé a le droit de consulter son dossier;

§ 3. Indien de bevoegde autoriteit een verzoek ontvangt conform paragraaf 2, 4°, beschikt de bevoegde autoriteit over 45 dagen, volgend op de ontvangst van dit verzoek, om, bij aangetekende zending, de datum van de hoorzitting aan de betrokkene te betekenen.

Deze termijnen zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid van de hele procedure van administratieve geldboete.

De betrokkene kan, bij aangetekende zending, gericht aan de bevoegde autoriteit, eenmaal uitstel van zijn hoorzitting aanvragen met vermelding van de reden van uitstel. De bevoegde autoriteit bepaalt in dat geval, bij aangetekende zending, een nieuwe datum.

Art. 6. § 1. Na afloop van de termijn van dertig dagen bedoeld in artikel 5, § 2, 4°, en, in voorkomend geval, na het horen van de betrokkene, neemt de bevoegde autoriteit een beslissing met betrekking tot de feiten waarvoor de procedure van administratieve geldboete is opgestart. De bevoegde autoriteit meldt deze beslissing aan de betrokkene bij aangetekende zending.

De beslissing die een administratieve geldboete oplegt, is met redenen omkleed en bevat, op straffe van nietigheid, het bedrag van de administratieve geldboete, alsmede de mogelijkheid tot beroep.

§ 2. In dezelfde beslissing waarin ze een administratieve geldboete oplegt, kan de bevoegde autoriteit geheel of gedeeltelijk uitstel van de tenuitvoerlegging van de betaling van die geldboete toekennen. De Koning bepaalt de nadere regels voor het uitstel van de tenuitvoerlegging.

§ 3. De beslissing is uitvoerbaar na het verstrijken van een termijn van één maand, te rekenen van de dag van de kennisgeving ervan.

De kennisgeving van de beslissing waarbij het bedrag van de administratieve geldboete wordt vastgesteld, doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de administratieve geldboete beëindigt de vordering van de bevoegde autoriteit.

Art. 7. De minimale en maximale bedragen van de administratieve geldboete stemmen overeen met de respectieve minimale en maximale bedragen, verhoogd met de opcentiemen, van de strafrechtelijke geldboete, bepaald in de scheepvaartwetten die hetzelfde feit sanctionneert. Bij het bepalen van het bedrag van de administratieve geldboete, houdt de bevoegde autoriteit rekening met de ernst van de feiten en eventuele herhaling.

Bij herhaling binnen het jaar dat volgt op een beslissing die een administratieve geldboete oplegt, kunnen de bedragen worden verdubbeld.

In geval van samenloop van inbreuken worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat ze het dubbele van het maximumbedrag van de zwaarste geldboete mogen overschrijden.

Indien in de beslissing om een administratieve geldboete op te leggen met verzachtende omstandigheden rekening werd gehouden, kan het bedrag van de administratieve geldboete worden verlaagd beneden het minimum zonder lager te zijn dan zesentwintig euro.

HOOFDSTUK 3. — *De administratieve geldboete voor gedepenaliseerde inbreuken*

Art. 8. Onder de bij deze wet bepaalde voorwaarden kan een administratieve geldboete worden opgelegd door de bevoegde autoriteit voor de in de bijlage opgenomen inbreuken.

De per inbreuk bepaalde bedragen worden in de bijlage opgenomen.

Art. 9. De scheepvaartpolitie, het Maritiem Informatie-kruispunt, iedere overheid, iedere openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van inbreuken bedoeld in artikel 8 stelt de bevoegde autoriteit binnen een termijn van 14 dagen daarvan in kennis.

Art. 10. § 1. Indien de bevoegde autoriteit niet overgaat tot administratieve vervolging geeft ze de reden aan van de beslissingen van seponering.

Indien de bevoegde autoriteit overgaat tot administratieve vervolging, roept de bevoegde autoriteit de betrokkene op bij aangetekende zending, uiterlijk één jaar te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd. De aangetekende zending bevat ten minste volgende inlichtingen:

1° de feiten waarvoor de procedure van administratieve geldboete is opgestart;

2° de dagen en uren waarop de betrokkene het recht heeft om zijn dossier te consulteren;

3° le fait qu'il a le droit de se faire assister d'un conseil;

4° le fait qu'il dispose d'un délai de trente jours à compter du premier jour ouvrable suivant la convocation pour envoyer à l'autorité compétente un envoi recommandé contenant ses moyens de défense et, le cas échéant, la demande d'être entendu.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente est saisie d'une demande conformément au paragraphe 1^{er}, 4°, elle dispose de 45 jours, à dater de la réception de cette demande, pour notifier à l'intéressé, par envoi recommandé, la date de l'audition.

Ces délais sont prescrits à peine de nullité de l'ensemble de la procédure d'amende administrative.

L'intéressé peut, par envoi recommandé adressé à l'autorité compétente, solliciter une seule fois le report de son audition en indiquant le motif du report. L'autorité compétente fixe dans ce cas, par envoi recommandé, une nouvelle date.

Art. 11. Après le délai de trente jours visé à l'article 10, § 1, 4°, et, le cas échéant, après l'audition de l'intéressé, l'autorité compétente prend une décision relative aux faits pour lesquels la procédure d'amende administrative a été entamée. L'autorité compétente notifie cette décision à l'intéressé par envoi recommandé.

La décision d'infliger une amende administrative est motivée et indique, à peine de nullité, son montant ainsi que la possibilité de recours.

Dans la même décision que celle où elle inflige une amende administrative, l'autorité compétente peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de cette amende. Le Roi détermine les modalités du sursis à l'exécution.

La décision a force exécutoire à l'échéance d'un délai d'un mois à compter du jour de sa notification.

Le paiement de l'amende administrative met fin à l'action.

Art. 12. Lorsqu'elle inflige l'amende administrative, l'autorité compétente tient compte de l'éventuelle récidive.

En cas de récidive dans l'année qui suit une décision d'infliger une amende administrative, les montants peuvent être doublés.

En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont additionnés sans qu'ils puissent excéder le double du montant maximal de l'amende la plus élevée.

Si des circonstances atténuantes ont été retenues dans la décision d'infliger une amende administrative, le montant de l'amende administrative peut être diminué en dessous de son minimum, sans qu'elle puisse être inférieure à vingt-six euros.

CHAPITRE 4. — Dispositions générales

Art. 13. Le Roi désigne les agents et personnes ressortissant à une autorité publique chargés de rechercher et de constater les infractions aux lois sur la navigation, leurs arrêtés d'exécution et les infractions reprises dans l'annexe.

Art. 14. Aucune amende administrative ne peut être infligée par l'autorité compétente:

- lorsque l'action publique relative à la même infraction est éteinte, ou;
- à l'encontre d'une personne qui était mineure au moment des faits, ou;
- plus de deux ans après le jour où les poursuites administratives ont été entamées.

Art. 15. Le Roi fixe les modalités de perception et de recouvrement des amendes administratives.

Art. 16. L'intéressé peut introduire, à peine de forclusion, par voie de requête devant le tribunal de première instance, un recours suspensif contre la décision visée à l'article 6 ou 11, dans un délai d'un mois à compter de la notification de cette décision.

Le tribunal de première instance statue en dernier ressort.

Sans préjudice des dispositions des alinéas 1 et 2, les dispositions du Code judiciaire s'appliquent au recours auprès du tribunal de première instance.

Le tribunal de Bruxelles est compétent à l'égard des personnes qui ne résident pas en Belgique pour connaître des infractions à la législation sur la navigation intérieure et de plaisance.

3° het feit dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan door een raadsman;

4° het feit dat hij het recht heeft om binnen dertig dagen te rekenen van de eerste werkdag na de oproeping naar de bevoegde autoriteit een aangetekende zending te sturen met zijn verweermiddelen, en met, in voorkomend geval, het verzoek te worden gehoord.

§ 2. Indien zij een verzoek ontvangt, conform paragraaf 1, 4°, beschikt de bevoegde autoriteit, over 45 dagen, volgend op de ontvangst van dit verzoek, om, bij aangetekende zending, de datum van de hoorzitting aan de betrokkene te betekenen.

Deze termijnen zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid van de hele procedure van administratieve geldboete.

De betrokkene kan, bij aangetekende zending, gericht aan de bevoegde autoriteit, eenmaal uitstel van zijn hoorzitting aanvragen met vermelding van de reden van uitstel. De bevoegde autoriteit, bepaalt in dat geval, bij aangetekende zending, een nieuwe datum.

Art. 11. Na afloop van de termijn van dertig dagen bedoeld in artikel 10, § 1, 4°, en, in voorkomend geval, na het horen van de betrokkene, neemt de bevoegde autoriteit een beslissing met betrekking tot de feiten waarvoor de procedure van administratieve geldboete is opgestart. De bevoegde autoriteit meldt deze beslissing aan de betrokkene bij aangetekende zending.

De beslissing die een administratieve geldboete oplegt, is met redenen omkleed en bevat, op straffe van nietigheid, het bedrag van de administratieve geldboete, alsmede de mogelijkheid tot beroep.

In dezelfde beslissing waarin ze een administratieve geldboete oplegt, kan de bevoegde autoriteit geheel of gedeeltelijk uitstel van de tenuitvoerlegging van de betaling van die geldboete toekennen. De Koning bepaalt de nadere regels voor het uitstel van de tenuitvoerlegging.

De beslissing is uitvoerbaar na het verstrijken van een termijn van één maand, te rekenen van de dag van de kennisgeving ervan.

De betaling van de administratieve geldboete beëindigt de vordering.

Art. 12. Bij het opleggen van de administratieve geldboete houdt de bevoegde autoriteit rekening met eventuele herhaling.

Bij herhaling binnen het jaar dat volgt op een beslissing die een administratieve geldboete oplegt, kunnen de bedragen worden verdubbeld.

In geval van samenloop van inbreuken worden de bedragen van de administratieve geldboeten opgeteld, zonder dat ze het dubbele van het maximumbedrag van de zwaarste geldboete mogen overschrijden.

Indien in de beslissing een administratieve geldboete op te leggen met verzachtende omstandigheden rekening werd gehouden, kan het bedrag van de administratieve geldboete worden verlaagd beneden het minimum zonder lager te zijn dan zesentwintig euro.

HOOFDSTUK 4. — Algemene bepalingen

Art. 13. De Koning wijst de ambtenaren en overheidspersonen aan die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op de scheepvaartwetten, hun uitvoeringsbesluiten en de inbreuken opgenomen in de bijlage.

Art. 14. Geen enkele administratieve geldboete kan door de bevoegde autoriteit worden opgelegd:

- indien de strafvordering met betrekking tot dezelfde inbreuk vervallen is, of;
- tegen een persoon die minderjarig was op het moment van de feiten, of;
- meer dan twee jaar na de dag waarop de administratieve vervolging is ingesteld.

Art. 15. De Koning bepaalt de wijze van inning en invordering van de administratieve geldboetes.

Art. 16. De betrokkene die de in artikel 6 of 11 bedoelde beslissing betwist, kan op straffe van verval, binnen een termijn van één maand vanaf de kennisgeving van de beslissing, bij verzoekschrift schorsend beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Tegen de beslissing van de rechtbank van eerste aanleg is geen hoger beroep mogelijk.

Onverminderd de bepalingen in het eerste en het tweede lid zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op het beroep bij de rechtbank van eerste aanleg.

De rechtbank van Brussel is bevoegd ten aanzien van de personen die niet in België verblijven met betrekking tot inbreuken op de binnenvaart- en pleziervaartwetgeving.

Le tribunal d'Anvers est compétent à l'égard des personnes qui ne résident pas en Belgique pour connaître des infractions à la législation sur la navigation maritime.

En cas de recours contre la décision de l'autorité compétente, le tribunal de première instance dispose des mêmes compétences que l'autorité compétente

Art. 17. Lorsqu'il existe des présomptions sérieuses d'infractions visées aux articles 3 et 8, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet peuvent interdire au capitaine de quitter les ports belges avec son navire, à moins que ne soit versé à titre de garantie bancaire un montant égal au maximum pour les infractions, majoré des décimes additionnels. La garantie bancaire doit être accordée par une banque établie en Belgique.

L'amende infligée en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou d'une transaction, selon le cas, est récupérée sur la garantie bancaire.

Art. 18. En ce qui concerne les infractions visées à l'article 3, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et l'autorité compétente.

Ce protocole d'accord respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut violer les droits de ces derniers.

Ce protocole d'accord est communiqué au moyen d'un avis publié en français et en néerlandais au *Moniteur belge*.

Art. 19. Les articles 53 à 55 du Code judiciaire s'appliquent aux délais visés dans cette loi.

CHAPITRE 5. — Dispositions modificatives

Art. 20. Dans l'article 19 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, modifié par la loi du 22 janvier 2007, les mots "amende de 50 à 5000 euros" sont remplacés par les mots "amende de 200 à 1 000 000 euros".

Art. 21. Dans l'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 22 janvier 2007, les mots "amende de 26 à 300 (euros)" sont remplacés par les mots "amende de 200 à 1 000 000 euros".

Art. 22. L'article 15 de la loi du 3 mai 1999 organisant la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Pour l'application du délai visé à l'alinéa 6, le fait de donner un avertissement ou d'accorder un délai pour se mettre en règle ne constitue pas la constatation de l'infraction."

Art. 23. Dans l'article 8 de la loi du 22 juin 2016 portant exécution du Règlement (UE) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le Règlement (CE) n° 2006/2004, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "visés à l'article 9" sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "l'autorité publique compétente" sont remplacés par les mots "l'autorité compétente désignée dans la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation".

CHAPITRE 6. — Dispositions abrogatoires

Art. 24. Dans l'article 19 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, modifié par la loi du 22 janvier 2007, les mots "d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et" sont abrogés.

Art. 25. Dans l'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 22 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et" sont abrogés;

2° les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

Art. 26. Dans l'article 25 de la même loi, modifié par la loi du 22 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa premier, les mots "d'un emprisonnement de un à sept jours et" sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots "d'un emprisonnement de huit jours à six mois et" sont abrogés.

De rechtbank van Antwerpen is bevoegd ten aanzien van de personen die niet in België verblijven met betrekking tot inbreuken op de zeevaartwetgeving.

In geval van beroep tegen de beslissing van de bevoegde autoriteit beschikt de rechtbank van eerste aanleg over dezelfde bevoegdheden als de bevoegde autoriteit.

Art. 17. Bij ernstige vermoedens van inbreuken als bedoeld in de artikelen 3 en 8 kunnen de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe zijn aangesteld de kapitein verbieden om met zijn schip de Belgische havens te verlaten, tenzij als bankgarantie een som wordt gestort gelijk aan het maximum voor de inbreuken, verhoogd met de opdecimen. De bankgarantie moet worden verleend door een in België gevestigde bank.

De geldboete die is opgelegd door een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde of door een minnelijke schikking wordt, naar gelang van het geval, op de bankgarantie verhaald.

Art. 18. Er kan een protocolakkoord worden gesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en de bevoegde autoriteit met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde inbreuken.

Dat protocolakkoord leeft alle wettelijke bepalingen na die met name betrekking hebben op de procedures voorgeschreven voor de overtredders en kan hun rechten niet schenden.

Dat protocolakkoord wordt bekendgemaakt door middel van een bericht in het Nederlands en in het Frans in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. Artikel 53 tot 55 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op de termijnen bedoeld in deze wet.

HOOFDSTUK 5. — Wijzigingsbepalingen

Art. 20. In artikel 19 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, gewijzigd bij de wet van 22 januari 2007, worden de woorden "geldboete van 50 tot 5000 euro" vervangen door de woorden "geldboete van 200 tot 1 000 000 euro".

Art. 21. In artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 januari 2007, worden de woorden "geldboeten van 26 tot 300 (euro)" vervangen door de woorden "geldboete van 200 tot 1 000 000 euro".

Art. 22. Artikel 15 van de wet van 3 mei 1999 tot regeling van de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Voor de toepassing van de termijn bedoeld in het zesde lid, vormt het geven van een waarschuwing of van een termijn om zijn verplichtingen na te komen, geen vaststelling van de overtreding."

Art. 23. In artikel 8 van de wet van 22 juni 2016 houdende uitvoering van Verordening (EU) nr. 1177/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 betreffende de rechten van passagiers die over zee of binnenwateren reizen en houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 9" opgeheven;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de bevoegde overheidsinstantie" vervangen door de woorden "de bevoegde autoriteit aangewezen in de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten".

HOOFDSTUK 6. — Opheffingsbepalingen

Art. 24. In artikel 19 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, gewijzigd bij de wet van 22 januari 2007, worden de woorden "Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en" opgeheven.

Art. 25. In artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en" worden opgeheven;

2° de woorden "of met één van die straffen alleen" worden opgeheven.

Art. 26. In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Met gevangenisstraf van een tot zeven dagen en" opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maand en" opgeheven.

Art. 27. Dans l'article 3 de la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses Annexes, faits à Londres le 20 octobre 1972, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et" sont abrogés;

2° les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

Art. 28. Dans l'article 5 de la loi du 8 juillet 1976 relative à la licence d'exploitation des bâtiments de navigation intérieure et au financement de l'Institut pour le transport par batellerie, modifié par les lois du 29 décembre 2010 et 8 mai 2014, les mots "d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et" et les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

Art. 29. Les articles 6 et 7 de la même loi, modifiés par la loi du 29 décembre 2010, sont abrogés.

Art. 30. Dans l'article 4 de la loi du 20 août 1981 portant approbation de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, et des Annexes, faites à Genève le 2 décembre 1972, les mots "d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et" et les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

Art. 31. Dans l'article 13 de la loi du 12 juillet 1983 sur le jaugeage des navires, modifié par la loi du 8 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "d'un emprisonnement d'un mois à un an et" et les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, les mots "d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et" et les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

3° dans le paragraphe 3, les mots "d'un emprisonnement d'un à sept jours et" sont abrogés.

Art. 32. Dans l'article 14, § 3, de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires les mots "d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et" et les mots "ou d'une de ces peines seulement" sont abrogés.

Art. 33. Les articles 9 à 16 de la loi du 22 juin 2016 portant exécution du Règlement (UE) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le Règlement (CE) n° 2006/2004 sont abrogés.

CHAPITRE 7. — *Disposition finale*

Art. 34. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

Le Secrétaire d'État à la Mer du Nord,
Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents: 54-2206.

Compte rendu intégral: 21 et 22 décembre 2016.

Art. 27. In artikel 3 van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd Reglement en zijn Bijlagen, opgemaakt te Londen op 20 oktober 1972, worden de volgende wijzingen aangebracht :

1° de woorden "met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en" opgeheven;

2° de woorden "of met een van die straffen alleen" worden opgeheven.

Art. 28. In artikel 5 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de vergunning voor de exploitatie van binnenvaartuigen en betreffende de financiering van het Instituut voor het transport langs de binnenwateren, gewijzigd bij de wetten van 29 december 2010 en 8 mei 2014, worden de woorden "met een gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en" en de woorden "of met slechts één van beide straffen" opgeheven.

Art. 29. De artikelen 6 en 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 december 2010, worden opgeheven.

Art. 30. In artikel 4 van de wet van 20 augustus 1981 houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers, en van de Bijlagen, opgemaakt te Genève op 2 december 1972, worden de woorden "Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en" en de woorden "of met één van die straffen alleen" opgeheven.

Art. 31. In artikel 13 van de wet van 12 juli 1983 op de scheepsmeting, gewijzigd bij de wet van 8 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° in paragraaf 1 worden de woorden "Met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en" en de woorden "of met één van die straffen alleen" opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en" en de woorden "of met een van die straffen alleen" opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden de woorden "Met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en" opgeheven.

Art. 32. In artikel 14, § 3, van de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen worden de woorden "Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en" en de woorden "of met een van die straffen alleen" opgeheven.

Art. 33. De artikelen 9 tot 16 van de wet van 22 juni 2016 houdende uitvoering van Verordening (EU) nr. 1177/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 betreffende de rechten van passagiers die over zee of binnenwateren reizen en houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004 worden opgeheven.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepaling*

Art. 34. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2017.

Gegeven te Brussel, 25 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken en volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT

De Staatssecretaris voor Noordzee,
Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 54-2206.

Integraal verslag: 21 en 22 december 2016.

*Annexe à la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables
en cas d'infractions aux lois sur la navigation*

LES INFRACTIONS DEPENALISEES ET LES MONTANTS CORRESPONDANTS

A. Règlement (UE) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le Règlement (CE) n° 2006/2004

Infraction à l'article	Montant en EUROS
4, paragraphe 1 ^{er}	500
4, paragraphe 2	10.000
6	1.250
7, paragraphe 1 ^{er}	2.500
7, paragraphe 2	10.000
8	1.250
9	5.000
10	5.000
11	5.000
12	500
13	5.000
14	10.000
15	1.250
16	1.250
17	1.250
18	1.250
19	1.250
22	2.000
23	5.000
24	10.000

Vu pour être annexé à notre loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice

K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

M. DE BLOCK

Le Ministre de la Mobilité

Fr. BELLOT

Le Secrétaire d'État à la Mer du Nord,

Ph. DE BACKER

Bijlage bij de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten

DE GEDEPENALISEERDE INBREUKEN EN DE BIJHORENDE BEDRAGEN

A Verordening (EU) nr. 1177/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 betreffende de rechten van passagiers die over zee of binnenwateren reizen en houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004

Inbreuk op artikel	Bedrag in EURO
4, eerste paragraaf	500
4, tweede paragraaf	10.000
6	1.250
7, eerste paragraaf	2.500
7, tweede paragraaf	10.000
8	1.250
9	5.000
10	5.000
11	5.000
12	500
13	5.000
14	10.000
15	1.250
16	1.250
17	1.250
18	1.250
19	1.250
22	2.000
23	5.000
24	10.000

Gezien om gevoegd te worden bij onze wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten.

Gegeven te Brussel, 25 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie

K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken en volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Mobiliteit,

Fr. BELLOT

De Staatssecretaris voor Noordzee,

Ph. DE BACKER

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2017/20011]

23 DECEMBRE 2016. — Loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 2016. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 349 du 30 décembre 2016, deuxième édition, page 92229, à la première ligne, il y a lieu de remplacer "23 DECEMBRE 2016" par "25 DECEMBRE 2016" et "l'année 2016" par "l'année 2017".

De même, à l'article 3, il y a lieu de remplacer "le 1^{er} janvier 2016" par "le 1^{er} janvier 2017".

De même, à la dernière ligne avant la signature du Roi Philippe, il y a lieu de remplacer "23 décembre 2016" par "25 décembre 2016".

De même, après la signature de M. Geens, il y a lieu de supprimer le mot "Note" après "(1)" et de remplacer "21 décembre 2016" par "22 décembre 2016".

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2017/20011]

23 DECEMBER 2016. — Wet tot vaststelling van het legercontingent voor het jaar 2016. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 349 van 30 december 2016, tweede editie, bladzijde 92229, in de eerste lijn, dient men "23 DECEMBER 2016" te vervangen door "25 DECEMBER 2016" en "het jaar 2016" door "het jaar 2017".

Hetzelfde, in artikel 3 dient men "1 januari 2016" te vervangen door "1 januari 2017".

Hetzelfde, in de laatste lijn voor de ondertekening van Koning Filip, dient men "23 december 2016" te vervangen door "25 december 2016".

Hetzelfde, na de ondertekening door de heer Geens, dient men het woord "Nota" na "(1)" te verwijderen en "21 december 2016" te vervangen door "22 december 2016".